

le monde libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 AU 22 MAI 1991

N° 828

10,00 F

EDITORIAL

Les socialistes viennent de fêter les 10 ans de présidence de Mitterrand. Réunis au Bataclan, 300 convives eurent le loisir de se congratuler mutuellement à propos de leur bonne fortune. Jeunes loups du PS et vieux renards de l'ex-SFIO, toutes tendances confondues, étaient réunis. De la fête, les Français n'eurent droit, ces jours derniers, qu'à une campagne d'affichage sur le thème : « Dix ans qu'on sème ». Il est vrai, qu'en une période où tout un chacun sent bien les limites de la gestion socialiste, il était difficile de convier le populo au banquet des rois, sans craindre quelques dérapages. Il y a un an, à pareil époque, des centaines de mal-logés couchaient à la rue ; en janvier, nous partions guerroyer en terre arabique... Le pouvoir ne pouvait raisonnablement que s'offrir de discrets plaisirs. L'heure n'est pourtant pas à la révolte. Les Français ont le spleen, sans plus. La morosité est de mise, mais pour le reste n'en demandez pas plus !

Entre deux poussées de fièvre, du style la manifestation-riposte à la mystérieuse affaire de Carpentras ou la mobilisation anti-guerre du 12 janvier, l'Hexagone se plait à sommeiller. Le Pen fait défiler ses troupes le 1er Mai sans que cela ne rencontre guère de résistance, hormis les 200 à 300 personnes qui battirent le pavé à la même date sur la place de la Concorde à l'appel des « 250 ». Quelques jours plus tard, le vendredi 8 mai, alors que le même Le Pen conduit 300 de ses partisans en direction de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, en vue de réclamer au Président de la République des excuses à propos de Carpentras (on se souvient de la mise en cause de l'extrême droite), seules 50 personnes trouvent le temps de se mobiliser devant l'ancien Vel d'hiv. Les télévisions étaient là, on en a donc parlé à l'antenne... Merci Harlem Désir, sans qui rien ne serait médiatisé !

Deux mobilisations qui furent un bide... Si le « peuple de gauche », naguère facile à mobiliser pour la bonne cause, est en sommeil, que cela n'interdise pas aux éléments révolutionnaires de poursuivre l'action. A défaut de voir éclore la Sociale en des manifestations spectaculaires, peut-être serait-il bon de mener des projets à bien... Des projets de lieux alternatifs, sur le long terme. Des projets collectifs scellant l'unité d'un mouvement révolutionnaire et libertaire par trop disparate, et par conséquent par trop discret encore aujourd'hui.

Angoulême
18, 19, 20 mai 1991
48e congrès de la
Fédération anarchiste

T2137 - 828 - 10,00 F



SIX FEMMES ET LEURS ENFANTS SANS LOGEMENT

La complainte des délogés

Un an après l'occupation de la place de la Réunion, par des expulsés du quartier, six mois après la grève de la faim d'une sans-abri du 18^e, le problème du logement parisien reste un abcès à vif. L'affaire de la place de la Réunion, malgré l'intensité du combat n'a pas, de très loin, résolu les questions ni même tracé des pistes pour résoudre l'équation, pourtant simple : des logements vides d'un côté - des sans-toit de l'autre. Les quelques relogements obtenus à l'automne, de chaude lutte mais aussi de hautes magouilles, ont laissé pour compte bien des occupants de la place : les cas sociaux, les mauvais pauvres empêtrés dans les méandres des administrations sociales, ceux qui ne peuvent offrir l'image de marque de la famille misérable mais digne et méritante. La loi fait le distinguo, les associations charitables aussi. Quant aux autorités : mairies, Préfecture, elles se renvoient la balle et se ménagent mutuellement des chausse-trappes. Les politiques, eux, guettent seulement l'occasion d'apposer le sigle de leur groupuscule dans la liste d'un comité de soutien.

Un an après la place de la Réunion, le petit monde qui grenouille autour des délogés fleurit un fumet nauséabond. Ces derniers jours, ce qui s'est déroulé devant la mairie du 20^e en est tristement significatif.

Pression sur les grévistes

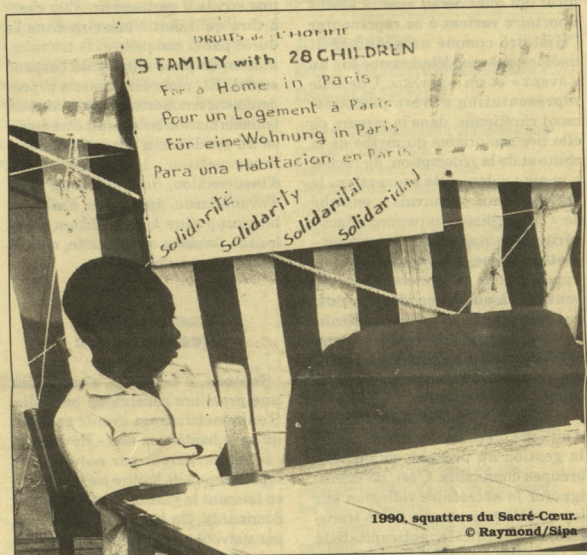
Six mères, seules avec leurs enfants, se rencontrent dans un foyer sordide : discipline carcérale, horaires imposés, fouille éventuelle des chambres... Dégoûtées, elles s'adressent au bureau d'aide sociale du 20^e arrondissement... qui les fait expulser par le commissariat. En réaction, elles entament une grève de la faim sur le parvis de la mairie. Commence, alors, la ronde des Guignol, sur arrière-fond de grivoiseries et d'insultes proférées par les fonctionnaires de police. Mais la palme de l'indécence revient au maire d'arrondissement, Didier Bariani, qui lors d'une conférence de presse se pose en victime ! Il rejette la responsabilité de cette situation somme toute désagréable (la misère affichée devant sa mairie) sur la Préfecture. A croire que plus on est élu, moins on est responsable. Non satisfait d'en rester là, il s'est mis hors-la-loi, en divulguant des renseignements confidentiels sur la vie privée des six mères. La décence et la discrétion n'étouffent pas Didier Bariani, un homme dont la vie est sûrement limpide... Le secret professionnel est pour lui un luxe inutile, quand il s'agit d'humilier. A le voir ainsi agir, il y a de quoi douter des qualités humaines, de la dignité et de l'honnêteté d'un tel individu. Enfin, il accusa de magouilles et de manipulations les associations soutenant les « campeuses de la

misère ». Là-dessus a-t-il vraiment tort ? Il semblerait qu'Emmaüs ait sciemment attendu que le dispositif policier soit en place pour justifier de ne pouvoir dresser une tente, afin que sous une vague bâche et sous la pluie le campement soit vraiment sordide. Mardi 7 mai, d'autres profiteront d'une énième occupation du bureau d'aide sociale susdit pour, sur la foi de vagues promesses orales, faire pression sur les grévistes de la faim, afin qu'elles acceptent des solutions précaires de logement provisoire dans différents foyers, voire même l'hôtel payé par la charité publique.

Du point de vue de ces individus, il ne fallait sans doute pas gâcher l'anniversaire de Tonton par un pôle de fixation sur les effets de la politique sociale. Et puis, il leur est plus facile de bricoler le règlement de cas individuels sans poser les vrais problèmes du logement, tout en essayant leur représentativité comme interlocuteurs obligatoires.

Un an après la place de la Réunion, il semblerait que le combat soit à recommencer.

Jacques Nilreb



1990, squatters du Sacré-Cœur.
© Raymond/Sipa

CHARENTE

Angoulême, de l'image au mirage

Après Rennes en 1989 et Villeurbanne en 1990, c'est à Angoulême, cette année, que les militants et adhérents de la Fédération anarchiste se réuniront pour leur congrès annuel, le 48^e.

Bilan de l'année, perspectives et orientations pour les douze mois à venir... Les débats ne manqueront pas ! Antimilitarisme, précarité, femmes, Europe de 92 et quels outils fédéraux - Monde libertaire, Radio-Libertaire, télé - pour renforcer l'anarchisme demain ? L'ordre du jour sera serré ! Nous y reviendrons dans nos prochains numéros...

A cette occasion, nos amis d'Angoulême nous proposent une page « Régions ». Bouillon de culture, sur fond de faillite municipale.

« La ville qui vit en ses images », slogan socialiste de l'ancienne équipe municipale, est aujourd'hui à la « une » de l'actualité.

Symbole de l'affairisme socialiste et politique, son ex-maire, Jean-Michel Boucheron, est inculpé de « corruption, complicité de faux en écritures de commerce, recel, abus de biens sociaux et usages »...

En cessation de paiement depuis septembre 1990, la préfecture de la Charente accuse un déficit de 171 MF (17 milliards de centimes) pour un budget de 600 MF. Mais que l'on ne s'y trompe pas, la malhonnêteté et la mégalomanie du député ne sont pas les seules causes de cette faillite.

Au cœur des « affaires », se trouve bien évidemment le financement des partis

politiques. Et l'ancien secrétaire aux collectivités locales en fait la démonstration, en étant signataire du projet de loi pour la création d'une « commission d'enquête sur le financement des partis ». Gag !

Face à cette situation catastrophique, Georges Chavanes, le nouveau maire CPS n'a pas fait dans la dentelle. Tout honnête homme doué de raison aurait démissionné ! Mais en tant qu'ancien Pdg des usines Leroy-Somer, il sait gérer et trancher : suppression de près de 400 emplois municipaux, coupe franche dans les subventions aux associations, fermetures de crèches, « vente » du salon BD au centre Leclerc (sic)...

Vis-à-vis des créanciers, il a fait mine d'engager un bras de fer avec le Crédit local de France et l'Etat pour soutien abu-

sif à la ville au-delà de ses capacités de remboursement. En cas de refus d'un protocole d'accord, c'est l'Etat qui devra assurer la faillite en plaçant la ville sous tutelle et faire ainsi le sale boulot !

Alors quelles solutions ? Il n'est point besoin d'être devin pour comprendre que la mafia politicienne et financière va réussir à s'entendre. Tout d'abord, parce que ce beau monde a intérêt à se ménager en enterrant les « affaires » concernant la caste politique (Boucheron ou Médecin, par exemple). Ensuite, parce que ces « affaires » sont directement liées au financement des partis politiques et enfin parce qu'aucun créancier n'a intérêt à mettre son débiteur en faillite complète !

Et puis, n'oublions pas que Georges Chavanes a été ministre du Commerce de Tonton, et que la cohabitation, il connaît. Ah, la famille !

Quant aux citoyens-contribuables, il devra attendre les prochaines élections, et s'il est sage, il recevra une nouvelle belle image de la démocratie, évidemment !

Jean-Luc Boluda
(gr FA d'Angoulême)

(lire articles page 3)

F°P. 2520

Pour un programme économique anarchiste

Soyons constructifs, soyons novateurs... Ne nous payons pas de mots creux, qui font que l'anarchisme devienne parfois dans la bouche de certains un élément de religiosité. Tel est le message que nous livre notre compagnon Philippe Chailan dans l'article suivant, dont nous vous livrons, cette semaine, la première partie.

En matière de construction, il s'agit de devenir des gestionnaires au sens révolutionnaire du terme, véritables coins dans la brèche qui s'offre entre des seuls révolutionnaires par le verbe et des gestionnaires réformistes en actes.

L'UTOPIE, la foi quasiment religieuse en un avenir radieux, sont tout à l'opposé des thèses et des pratiques anarchistes. En effet, se reposer sur la croyance en un futur qui coïnciderait avec l'« idéal » libertaire revient à se représenter l'Histoire comme un grand récit linéaire, avec un début et une fin, un « avant » et un « après ». Une telle représentation s'avère profondément chrétienne, dans la mesure où elle tire son origine du mythe de la chute et de la rédemption, du rachat à venir : selon cette conception, le présent serait « mauvais », entaché de « culpabilité », au regard d'une « vérité » à laquelle le futur rendrait « justice ». Ces notions qui, toutes, appellent des guillemets, apparaissent liées à une vision idéaliste de la société, et, par là-même, radicalement étrangères à la démarche anarchiste, qui tend à délivrer les individus de tout « principe premier » et de toute « fin ultime » (1).

Croire en un avenir radieux, d'ailleurs, c'est laisser le présent, et la gestion du présent, aux divers groupes dominants. C'est, de même, ignorer la nécessaire réflexion sur les modalités pratiques d'une transformation radicale, anticapitaliste et libertaire : en effet, le croyant ne

s'intéresse ni à la gestion ni à la stratégie, parce qu'il postule l'existence de réponses toutes faites à des questions éternelles.

Or, comme le rappelait Maurice Joyeux, le socialisme libertaire a une vocation gestionnaire (2) : c'est-à-dire qu'il doit s'inscrire dans la durée par la conquête et la transformation de pans entiers de l'espace social. Et, pour les raisons précédemment énumérées, cette action de transformation ne saurait être remise au lendemain d'une mythique insurrection ; la notion même d'insurrection, inséparable de celle d'avant-garde, appartient d'ailleurs beaucoup plus à la tradition blanquiste, jacobine ou léniniste, qu'à la tradition proudhonienne.

Une vocation gestionnaire

Tentons, à ce stade, d'esquisser une première conclusion partielle. S'en remettre à un avenir radieux, c'est participer par naïveté à la reproduction de l'ordre social actuel, en laissant la gestion du présent aux dominants. Ou bien c'est perpétuer, par naïveté encore, une représentation de la société et de la transfor-

mation sociale qui favorise nos adversaires étatistes, à l'extrême gauche notamment.

Le refus de l'utopisme et du révolutionnarisme, cependant, n'implique nullement, de notre part, une quelconque adhésion au réformisme. Aucune tentative de cet ordre, en effet, n'est jamais parvenue à transformer radicalement les logiques sociales des sociétés modernes ni à réaliser l'objectif mis en avant par les différentes écoles socialistes - à savoir l'égalisation des revenus et des conditions de vie, non sous la forme d'un nivellement vers le bas, mais à travers l'appropriation collective du capital et sa redistribution effective. Les anarchistes, on le sait, précisent qu'il s'agit, dans une perspective socialiste, de s'approprier collectivement, et de redistribuer, toutes les formes de capitaux : capital financier, mais aussi capital culturel et capital politique - ce dernier se trouvant actuellement monopolisé par les politiciens professionnels sous l'aspect de la délégation de pouvoir.

Risquons donc une seconde conclusion partielle : la « voie » anarchiste semble devoir se frayer entre deux écueils du révolutionnarisme et de la naïveté réformiste, en une stratégie de « ligne de crête » d'où toute certitude confortable est bannie.

Ne croyant pas à l'imminence, ni à la nécessité historique, d'un « bond en avant » qui ferait miraculeusement disparaître les actuelles déterminations sociales, les anarchistes se représentent leur entreprise de transformation radicale comme une activité hautement stratégique. Ainsi, leurs luttes, leurs mobilisations, doivent s'adapter aux conjonctures, répondre aux « coups » joués par leurs adversaires, affirmer efficacement des possibilités de transformation radicale et de gestion alternative. Une telle volonté pragmatique suppose cependant que nous définissions les critères des objectifs et des mesures sociales susceptibles d'être revendiquées, mises en avant, proposées par les anarchistes et leur organisation. Car il ne s'agit nullement, pour nous, de participer à la restructuration des logiques capitalistes, ni d'accompagner leur évolution, mais bel et bien de les combattre.

Peut-être pouvons-nous retenir comme point de départ, dans l'élaboration de nos critères, la définition sommaire du capitalisme comme système de monopolisation des capitaux (économiques, politiques et culturels), d'appropriation privée des bénéfices et de « socialisation » des pertes. Pourquoi employons-nous cette dernière expression ? Parce que les coûts des restructurations du capitalisme sont transférés, sous forme de chômage et d'inflation, aux classes non capitalistes (3).

De cette définition, nous tirons notre critère numéro un : tout dispositif permettant une réduction massive des coûts sociaux assumés, payés par les classes dominées, tout dispositif engageant une redistribution massive des capitaux, apparaît intéressant d'un point de vue libertaire.

Les anarchistes savent cependant que certaines mesures, présentées comme « sociales » et avantageuses pour les salariés, s'insèrent en fait dans des stratégies gouvernementales ou patronales tendant à diviser, à fragmenter, à « atomiser » les salariés et les collectifs de travail, à court-circuiter ou à mettre en cause les syndicats, à faire intérioriser par les salariés la « nécessité » de la logique capitaliste (4). Ainsi la revendication, par certains syndicalistes, d'une épargne ouvrière au niveau de l'entreprise, épargne censée prévenir les effets de l'inflation, supposait-elle une intériorisation fort poussée de la logique capitaliste, de même que la distribution d'actions aux employés. D'une manière analogue, la quatrième loi Auroux instituant les conseils d'expression dans l'entreprise avait été présentée par le directeur de cabinet du ministre lui-même, Michel Praderie, comme un instrument devant permettre aux patrons de « court-circuiter » les syndicats : il s'agissait alors explicitement, en instaurant une prétendue « démocratie » dans les lieux de travail, d'arriver à une pulvérisation syndicale (5).

D'où notre critère numéro deux : nous aurons à soutenir, à mettre en avant, ou, pour le moins, à examiner positivement, comme on l'a dit, tout dispositif engageant une réduction massive des coûts sociaux payés par les classes dominées, toute mesure participant d'une redistribution des capitaux, mais à la condition qu'ils ne tendent pas à induire un consentement accru à une logique capitaliste perçue comme « plus humaine ». Car les anarchistes s'opposent tout autant à la « politique du pire » qu'à l'« aménagement » réformiste du capitalisme.

Critères anarchistes pour une stratégie de « ligne de crête »

Toutefois, les militants libertaires n'oublient pas qu'un projet, une mesure « sur le papier », ne prennent leur sens qu'en fonction de l'usage social qui en fait, donc en fonction du groupe social qui l'impulse ou qui s'en « saisit ».

Notre critère numéro trois semblera donc aller de soi : les anarchistes ne peuvent avancer une revendication, une proposition concrète, que pour autant qu'ils travaillent à une mobilisation en sa faveur ; et pour autant que cette proposition, par le potentiel de mobilisation qu'elle recèle dans un contexte social donné, relève non pas d'une rêverie avant-gardiste, mais des enjeux et des problématiques que la conjoncture impose aux groupes dominés.

Cela signifie, très concrètement, que les salariés et les précaires ne se mobiliseront pas massivement

« dans la rue » en faveur du fédéralisme libertaire ; par contre ils le feront peut-être pour la conquête des trente-cinq heures.

Encore nous faut-il sans cesse penser l'articulation entre les grands axes du projet libertaire, et les propositions concrètes qu'il s'agit de formuler dès maintenant. En d'autres termes, une double exigence s'impose à nous : préciser notre projet global, et ne pas hésiter à formuler de véritables « programmes ». Cette exigence revient à étager dans le temps les objectifs - à court, à moyen et long terme - dont nous poursuivons la réalisation.

Et ce sera notre critère numéro quatre : parce qu'une seule mesure ne saurait suffire à promouvoir une transformation radicale, elle doit s'inscrire dans une stratégie globale de transformation, qui seule lui donne sens.

Certes, si cette stratégie échoue, les logiques capitalistes pourront se trouver épargnées, voire renforcées par des mesures isolées, dont la radicalité ne tenait pas à leur « nature », mais à leur effet d'ensemble. La réduction du temps de travail, par exemple, ne menace pas à elle seule la logique capitaliste, et peut au contraire fort bien s'inscrire dans la perspective d'un nouveau mode de régulation du capitalisme. Pourtant, sauf dans l'esprit de purs idéalistes, un tel risque est la condition de l'action : ne désirer agir que si le « résultat » ou le produit de l'action paraît acquis d'avance, c'est se refuser purement et simplement à l'action ; ou bien c'est s'aligner, à l'instar des socialistes réformistes, sur une politique à courte vue, une politique des « petits pas ».

(suite dans notre prochain numéro)

- (1) Cf. « Une leçon de liberté reste une leçon : le cas Deluze », in *les Billets rouges*, n° 4, 1989.
- (2) Cf. le numéro spécial de *la Rue* consacré à l'autogestion, 1978.
- (3) Cf. « Eléments d'économie politique anarchiste », *le Monde libertaire*, n° 779.
- (4) Cf. W. Pelletier, « L'ordre de la crise », in *les Billets rouges*, n° 2, 1987.
- (5) Cf. « Deuxième gauche et capitalisme », *le Monde libertaire*, n° 687 et 688.

CATALOGUE 1991

Nous tenons à votre disposition le catalogue 1991 de la librairie du Monde Libertaire. Pour vous le procurer, il suffit d'en faire la demande au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Hormis l'article de « une », c'est à la lecture d'une page culturelle que nous convient nos camarades du groupe FA d'Angoulême. Page axée pour l'essentiel sur la Maison des Peuples et de la Paix, pivot de maintes associations de la cité charentaise. Sans oublier l'interview de notre ami Christian Leduc, chanteur « enragé ».

Maison des Peuples et de la Paix : une naissance difficile

Quand en mars 1983, un élu écologiste (PSU à l'époque) se retrouve seul dans une équipe municipale d'union de la gauche, sa tripe de militant associatif le fait délégué des causes perdues, ou des bonnes causes (au choix) : jumelage d'Angoulême avec une ville du tiers monde ; relations avec les populations immigrées ; politique d'accueil des gens du voyage.

Comment mener une politique cohérente dans ces secteurs quand elle s'est résumée jusqu'ici à donner quelques maigres subventions à quelques associations pour récupérer quelques voix.

Après discussion avec des militants associatifs, une idée germe : pourquoi ne pas regrouper toute la mouvance associative tiers mondiste, humanitaire, antiraciste et les communautés étrangères ? Cela aurait un triple avantage : faire travailler ensemble des militants qui s'ignorent, créer un rapport de force vis-à-vis des institutions culturelles, créer une dynamique dans un milieu souvent désespéré par l'égoïsme ambiant.

Ainsi, naît l'idée de la Maison des Peuples et de la Paix. Cette maison sera proposée à 22 associations, au cours d'une réunion convoquée à la Mairie un soir de novembre 1983. Pendant 6 mois, les associations travaillent, élaborent des statuts, alors que l'élu municipal se bat pour obtenir des sous. En juin 1984, naît la MPP ; dotée d'une subvention de 100 000 F avec promesse d'obtenir un lieu en centre-ville pour y développer rencontres, informations, actions inter-culturelles.

Tout semble merveilleux, mais dans la majorité de gauche beaucoup s'inquiètent : pourquoi remuer le problème de l'immigration ? La MPP sera un ghetto ! On va perdre des voix...

En 1986, un plan de Maison des Peuples et de la Paix est élaboré, mais la maison pressentie ne peut être achetée. Le propriétaire est trop gourmand. Enfin, en 1987, la MPP est logée « provisoirement » dans une MJC, fermée par la municipalité pour mauvaise gestion. En 1991, la MPP occupe toujours ces lieux, mais que de combats encore pour échapper aux mauvais coups.

J.L.B.

CHRISTIAN LEDUC

« Voix de faits » et effets de voix

Richard : Si je vous dis : « un chanteur à texte », vous allez dire « c'est bien », surtout qu'aujourd'hui on mise plus sur le son. Si, de surcroît, j'ajoute qu'il est libertaire, alors là, on demande à l'entendre. Et si, comme moi, vous l'avez vu sur scène, vous auriez compris qu'il est vraiment ce révolté, la rage dans le verbe et dans sa musique.

A Angoulême et dans sa région, il a toujours répondu présent avec force et amitié aux concerts de soutien. Christian Leduc est un humaniste.

Christian : L'expression « chanteur à textes » ne me plaît pas. Je considère une chanson comme un tout « parole et musique ». C'est l'ensemble qui permet d'exprimer l'émotion, la révolte et c'est sur la scène, par l'échange avec le public, que l'énergie éclate.

Richard : De quoi est-il question dans tes chansons ?

Christian : De tout ce qui me sensibilise, et ce qui me gonfle viscéralement, par exemple l'armée, synonyme d'humiliation et de violence avec son nouveau look de « gôche ». En soulignant le rôle qu'elle joue au service des piliers de l'ordre et du devoir. Jusqu'à cette guerre... Les bons sentiments religieux m'insupportent au même titre ! Mais, il n'y a pas que du blues dans ma voix, il y a du soleil autour ! Je suis en quête de relations humaines vraies et sincères.

Cette société enferme les individus dans l'impasse du « chacun pour soi ». Chacun dans un univers parallèle à la recherche d'une passerelle...

Richard : Depuis combien de temps écris-tu des chansons ?

Christian : Depuis l'adolescence, il y a 12-15 ans. Je les chantais juste

pour les copains. En novembre 1989, ils m'ont poussé pour faire la première partie de Leny Escudero à Angoulême et depuis le désir de la scène ne me quitte plus : Paris-Bercy devant 3 000 grévistes des finances, première partie de Font et Val, soirées « café-concert » et soutien à des causes qui me tiennent à cœur dans la région, à Bordeaux et en Bretagne.

Enfin, cet hiver, j'ai réalisé une cassette intitulée *Voix de faits* (6 titres).

Je m'accompagne à la guitare électro-acoustique et à l'harmonica. Yves Eldé s'est joint à moi. C'est un véritable groupe rock à lui tout seul avec grosse caisse et Charleston aux pieds et « percus », basse ou guitare stonienne entre les doigts ! Mais, avant tout, c'est un super pote.

Richard : Quels sont tes projets ? Vivre ta musique ?

Christian : C'est sur les planches que je m'exprime totalement. J'aimerais m'y consacrer à fond, mais je reste vigilant par rapport au milieu ripoux du show-bizz, je fais attention où je pose ma guitare et je tiens à garder mon indépendance. Je souhaite passionnément rencontrer le public pour partager des moments intenses et chanter encore et encore...

Richard : Ton prochain spectacle ?

Christian : A Angoulême, le samedi 18 mai, à la Maison des Peuples et de la Paix. Y'a une concentration d'anars, je crois, pour ce week-end...

Entretien réalisé par Richard Bournadet

N.B. : pour contacter Christian Leduc : 48, rue des Boissières, 16000 Angoulême.

MPP

La maison de toutes les cultures

La rue piétonne d'Angoulême nous conduit de la mairie au Champ-de-Mars, la place la plus grande. A quelques encablures, en descendant, un panneau posé au milieu de la rue, juste en face du drugstore, s'offre au flot des passants. Ce panneau en v de toutes les couleurs : le noir du prof de danses africaines, le mat du militant salvadorien, le « rouge » des Indiens d'Amérique... Il indique une petite impasse, au fond un petit escalier ; et là au premier étage, la Maison des Peuples et de la Paix vous accueille.

Un coup d'œil sur l'expo, un sur les étages où se côtoient les dépliantes des associations, et vous voilà assis pris par le dernier « tube » de musique africaine. Pas très expert, mais très sympa, l'objectif de service, à la cafétéria, vous propose boissons, thé, pâtisseries maghrébines, à moins que vous ne préférez un sandwich. Expos de photographies sur la Turquie, « expo-ésies », expos environnement et développement, ventes de livres pour l'association Terre des Hommes, théâtre, cours d'arabe et d'espagnol, conférences-débats, soirées Nicaragua, cross du MRAP, nuits des musiques tra-

ditionnelles (Egypte, la Réunion, Mali)... Le programme du mois de mars 1991 affiche complet !

Quand un paumé débarque à Angoulême, le plus souvent étranger et qu'aucun service public ne peut répondre à son attente il est un lieu où il est accueilli, c'est bien sûr la MPP. Demandeurs d'asiles, déserteurs, jeunes en rupture familiale... La misère du monde y défile.

Pendant plusieurs années, faute de moyens et de compétences, la MPP s'est refusée à assumer un véritable travail social, renvoyant vers les organismes spécifiques. Pourtant, le mot solidarité revenait sans cesse : solidarité avec le peuple canaque, solidarité avec le Nicaragua, solidarité avec notre ville jumelle, Ségou ou Mali, sans compter les multiples solidarités de l'association Terre des Hommes, d'Amnesty et du MRAP... Néanmoins, aujourd'hui, sans être officiellement encore un centre provisoire d'hébergement pour les réfugiés, la MPP accueille quatre familles kurdes. Pari presque gagné.

Jean-Luc Boluda



« La MPP vivra ! »

La MPP, déjà difficilement acceptée par la municipalité de gauche, va se trouver confrontée à une situation nouvelle, en mars 1989, avec l'élection à la mairie de l'ancien ministre de Jacques Chirac, Georges Chavanes. Un audit, sollicité par le nouveau maire fait apparaître un premier « trou » dans les finances de la ville. Georges Chavanes, ancien patron de l'industrie annonce la couleur : les économies porteront entre autres sur le secteur associatif (qu'il connaît très mal) avec pour leitmotiv : « Bénévolet, bénévolat ! ». La subvention de la MPP (seule dans son cas) est réduite à zéro. Un comité de soutien se constitue avec pour mot d'ordre : « La

MPP vivra ! ». L'enjeu est clair : avec tout le secteur associatif qui le désire, il faut profiter du proche salon de la BD et de sa médiatisation pour faire reculer M. Chavanes avant le vote du budget. Objectif atteint. Après manifs, gala, et grève de la faim d'un militant, Richard Bournadet, Georges Chavanes s'engage à trouver 300 000 F pour l'année 1990, hors budget municipal. La MPP est sauvée pour un an, mais le comité de soutien est conscient de la précarité de la situation.

Au cours de cette même année, quatre nouvelles associations adhèrent : la LICRA, l'Appel des 100, le Monde en marionnettes, et Patchwork (associa-

NECROLOGIE

C'est avec tristesse que nous venons d'apprendre le décès accidentel, le 1^{er} mai, sur une route d'Espagne, de notre camarade Paul Lapeyre, de Bordeaux.

Le Monde libertaire et la Fédération anarchiste tiennent à exprimer à ses proches leurs sincères condoléances.

Dans notre prochain numéro, nous vous livrerons un aperçu de la vie et l'œuvre de Paul Lapeyre.

La rédaction

EN BREF

SOIREE-DEBAT
Le Collectif anti-guerre du 18^e arrondissement de Paris vous invite à assister à une soirée-débat sur la Palestine, le 29 mai, à 20 h 30, à la Maison verte, 127, rue Marcadet (M^o Jules-Joffrin ou Lamarck-Caulaincourt).

A PROPOS DE L'ACHEMINEMENT DU JOURNAL

Divers problèmes sont survenus ces derniers jours dans l'acheminement du *Monde libertaire* en direction de nos abonnés :

— tout d'abord, il s'agit du retard constaté en raison de fêtes, qui entraînent la distribution du journal en ce mois de mai ;

— plus gênants sont les problèmes rencontrés par certains abonnés arrivant en fin d'abonnement, et qui n'auraient pas reçu à l'avance une lettre de relance.

Au cours des semaines passées, notre service de routage a acquis un certain retard dans la gestion desdits abonnements...

La nouvelle équipe, mise en place dans ce service, s'emploie à le résorber dès à présent ;

— troisième et dernier problème d'importance, incombant à la société Publi-Routage (lien entre notre service de routage et les NMPP), il s'agit pour les envois « sous pli fermé » d'un massicotage approximatif du journal, permettant sa mise sous enveloppe au prix de marges et de colonnes-texte coupées. Ce dernier problème ayant été posé à qui de droit par nos administrateurs, nous espérons que le massicot évitera, à l'avenir, lesdites colonnes.

Pour tous ces incon vénients d'approvisionnement, nous vous demandons de bien vouloir nous excuser.

La rédaction

Jean-Luc Boluda

ANTIFASCISME RADICAL

Tous au rendez-vous !

DEPUIS quelques années le Front national fait du 1^{er} Mai une fête tricolore. Ce jour de lutte du mouvement ouvrier contre le capitalisme est devenu en dix ans de « Mitterrandie », le symbole de la « déconfiture » du syndicalisme. Si on ne peut en attribuer toutes les causes au pouvoir socialiste, il n'en reste pas moins que sa politique a eu de quoi désespérer le « peuple de gauche », orphelin après l'effondrement du Parti communiste. Le Front national ne peut que profiter de cette situation.

Cette année, deux initiatives ont eu lieu pour dénoncer cette réappropriation du 1^{er} Mai par un parti, qui malgré ses prises de position dans la guerre du Golfe, continue de se développer.

La première, celle des 250, a été de manifester aux alentours de 10 h 30 à la Concorde, réunissant près de 300 personnes près du rassemblement du Front national. La faible mobilisation est due aux difficultés de mettre sur pied une riposte commune de la part des initiateurs de l'appel « La contre-offensive est venue » ; de plus, la guerre du Golfe a bouleversé l'espace politique dans lequel évoluait les 250, qui dans leur texte en appelaient à un sursaut des valeurs de gauche dans la lutte antifasciste...

La seconde, la manifestation de la Coordination nationale antifasciste, le rendez-vous de l'après-midi fixé à 14 h, place de la Réunion, en souvenir de la lutte des mal-logés, a réuni un peu plus de monde (500 personnes), mais s'est soldée rapidement par une désagrégation du cortège, suite à l'interdiction de manifester. Plus de 50 personnes ont été interpellées et deux ont été condamnées. L'appel à cette manifes-

« Il faut couper avec les idées reçues, à commencer sur celle de la violence "sourde et muette", qui démantèlerait sans arrêt les militants antifascistes radicaux »

tation faisait très nettement référence aux dix ans de socialisme, mettant en parallèle la gestion économique et sociale du pouvoir et la montée des idées sécuritaires et racistes et du Front national.

Que dire après ces deux échecs ? Focaliser sur les « violences » de l'après-midi, permettra à certains de s'en sortir à bon compte et de ne pas réfléchir sur quelles luttes antifascistes aujourd'hui ? Car, il faut couper avec les idées reçues, à commencer par celle de la violence « sourde et muette », qui démantèlerait sans arrêt les militants antifascistes radicaux. Discours moralisateur dont la fonction est de se garder de toute critique de l'ordre sécuritaire touchant de plus en plus de gens (jeunes, immigrés...) dans leur quotidien. La première violence étant celle d'empêcher une manifestation de se dérouler. Dénoncer aujourd'hui la politique discriminatoire, voire raciste du gouvernement, qui pour toute réponse à la misère propose un renforcement policier et la mise en place d'un contrôle social encore plus performant est assimilé de la part des pouvoirs politiques de droite comme de gauche à un « crime » de lèse-majesté envers ceux



qui « se défontent » pour la justice sociale.

L'avenir n'est pas rose... Tous les indicateurs sociaux, économiques et politiques sont favorables au renforcement du Front national. L'Europe entière est gangrenée. A l'Est, le passage du capitalisme d'Etat au capitalisme de marché se solda par des millions de chômeurs. Chaque groupe communautaire voit son salut par le rejet de l'autre et l'affirmation que seule une politique nationale-populiste permettra de s'en sortir, en léchant les bottes au FMI ou à la Banque européenne de développement (BERD). A l'Ouest, la guerre du Golfe et la défense des intérêts vitaux dans le Proche-Orient ne stoppera pas les conséquences sociales de la récession économique.

Il s'agit bien aujourd'hui de reconstruire un projet social et politique totalement opposé aux valeurs défendues par le pouvoir mitterrandien. Les antifascistes radicaux y participent en refusant la banalisation et la légitimation du Front national et de ses idées. S'il est inutile et illusoire de glorifier la violence - signe assez souvent d'une absence de pratiques de terrains - l'opposer à une lutte antifasciste qui se voudrait démocratique, c'est se voiler la face et s'empêcher d'agir.

Ceux qui ont traité les manifestants anti-guerre de munichois se rappellent-ils que dans les années 30, les antifascistes allemands (Juifs et communistes fuyant le régime nazi) et les républicains espagnols trouvèrent en France un gouvernement qui les parqua dans des camps et leur refusa les droits de citoyen ? Voilà ce qu'était notre démocratie. Aujourd'hui, cette même démocratie pleurniche sur les Kurdes et expulse les réfugiés kurdes, originaires de Turquie... S'il faut pour défendre la liberté des individus ou le droit des peuples à vivre dignement, mener des actions illégales, c'est un devoir de les entreprendre. Etre radical n'a pas pour synonyme violent, mais critique visant à agir sur les causes profondes des effets que l'on veut transformer. Alors être antifasciste radical signifie donc que nous ne nous penchons pas seulement sur les effets : c'est-à-dire sur l'existence du Front national - mais sur les causes qui l'ont engendré. Depuis cinq ans nous affirmons que le Front national n'est pas seulement un épiphénomène politique. Il donne à de larges fractions de la population des réponses à l'éclatement de notre société, dus aux politiques suivies depuis dix ans, et bien au-delà

d'ailleurs. Faire appel aux valeurs de gauche pour combattre le FN voudrait dire qu'elles existent encore dans les partis se réclamant historiquement du courant socialiste. A l'inverse de l'extrême gauche, nous pensons que ces valeurs ont été piétinées. Mais ce n'est pas nouveau. Aujourd'hui, les mutations des rapports de production nous

« Le Front national n'est pas seulement un épiphénomène politique. Il donne à de larges fractions de la population des réponses à l'éclatement de notre société... »

obligent à élaborer une pensée nouvelle et une alternative entièrement opposées à la pensée et à l'action du Parti socialiste au pouvoir, tant au niveau économique que social ; il ne s'agit plus de reconstruire la gauche comme le pense certains. La radicalité est le fait de mettre nos idées en pratique, et non de faire comme SOS-Racisme, dont la lutte antifasciste et antiraciste se résume à des apparitions dans le petit écran et dans sa capacité à jouer le rôle de pompier dans les banlieues (époque qui aujourd'hui semble révolue...). Etre sur le terrain, au quotidien, s'opposer aux fascistes comme lors de l'affaire Boudarel, aux skins dans les concerts... entraîne quelques rapports physiques. Nous ne les refusons pas. Nous ne les glorifions pas. Mais n'ayant pas la mémoire courte, nous savons que la lutte contre le fascisme, le « pétainisme » ou toutes idées et pratiques racistes ou xénophobes ne peut s'en remettre à des lois ou aux institutions de la démocratie (police, justice...) qui les laisse en son sein se développer.

Les luttes sur le terrain social sont évidemment primordiales dans la lutte antifasciste. Seules celles-ci feront reculer l'exclusion sociale, l'individualisme, la peur de l'autre. Mal-logés, précarité, banlieues, double peine... autant de luttes dans lesquelles les militants antifascistes radicaux apportent leur spécificité. Développer ce travail d'échanges et de contacts, être présent dans les banlieues par une insertion dans des collectifs locaux, reconquérir le terrain social et culturel, les objets d'investissement ne manquent pas... Mais des jours meilleurs ne viendront que de nos luttes...

Cherokee

Liste de soutien contre la guerre du Golfe

Les dépenses en tracts, affiches et les deux numéros spéciaux du *Monde libertaire* se sont élevées à 75 000 francs environ.

Nous remercions pour leur soutien :

F. Laveix : 100 F - P. Bès : 100 F - G. Cuny : 100 F - M. Trousselle : 100 F - M. Bellaton : 300 F - P. Rajac : 400 F - L. Malfaut : 200 F - Y. Massiera : 2 000 F - A. Dauguet : 50 F - P. Billoteau : 300 F - A. Rynkiewicz : 200 F - C. Tenneguin : 100 F - M. Genard : 200 F - E. Eytard : 400 F - M. Poitrenaud : 100 F - E. Weiss : 100 F - J. Grégoire : 200 F - R. Lebechenel : 100 F - S. Simon : 150 F - M. Sappia : 100 F - C. Lesselier : 100 F - J. Lacroute : 100 F - G. Genestier : 300 F - G. Lebel : 75 F - Les Amis de Pierre-Besnard : 300 F - T. Navarro : 100 F - S. Simonneau : 400 F - G. Baud : 100 F - P. Bès : 200 F - M.-P. Zuate : 500 F - B. Damoiseau : 100 F - anonymes : 1 275 F.
Soit un total de : 9450 F.

Le trésorier de la Fédération anarchiste

BORDEAUX

Soutien aux demandeurs d'asile en grève de la faim

A Bordeaux, les 25 grévistes de la faim poursuivent leur mouvement pour le respect du droit d'asile. A l'heure où vous lirez ces lignes, les premiers d'entre eux auront dépassé les 40 jours de jeûne. Une conférence de presse a été organisée par le comité de soutien (de nombreuses organisations y sont présentes, dont la FA et l'OCL en ce qui concerne les libertaires). Il s'agissait de mettre le préfet et le gouvernement face à leurs responsabilités. Ceci, dans la mesure où ils ne répondent pas favorablement aux revendications des grévistes : à savoir l'obtention du statut de réfugié politique ou la régularisation de leur situation par l'octroi d'une carte de séjour de dix ans. Les pouvoirs publics prennent le risque, après plusieurs semaines de grève de la faim, de voir la santé des grévistes se détériorer rapidement. Il faut connaître aussi les risques de séquelles irréversibles, notamment au niveau des reins ; que le ralentissement du rythme cardiaque peut s'aggraver et que la grève de la faim peut avoir des conséquences irréversibles (à ce sujet, deux réfugiés ont été hospitalisés ; malgré tout, ils refusent toujours de s'alimenter).

De tout cela les grévistes sont bien conscients, mais restent déterminés à poursuivre leur grève pour éviter l'expulsion vers la Turquie où ils risquent l'emprisonnement, la torture et la mort.

Il faut rappeler qu'en totalité il y a plus de 100 000 demandeurs d'asile déboutés en France. Des demandeurs de toutes nationalités. D'autres grèves de la faim se poursuivent, maintenant menées par des militants turcs et kurdes à Fameck, près de Metz, et à Val-de-Reuil, dans l'Eure.

L'Europe ferme ses frontières à l'immigration des pays pauvres

(accords de Schengen). Le Parti socialiste poursuit la politique anti-immigrés mise en place par la droite avec les lois Pasqua-Pandraud de 1986. Le gouvernement légalise la chasse aux immigrés clandestins et l'administration fabrique par un jeu de blocage des papiers des situations irrégulières pour des gens qui étaient au départ normalement et régulièrement installés en France. Voilà dix ans après, la situation dans le pays des droits de l'homme.

La remise en cause du droit d'asile, à laquelle nous assistons aujourd'hui, est la poursuite d'une même logique. L'Office français pour les réfugiés etapatrides (OFPRA) et la Commission des recours travaillent sur la base d'un refus quasi systématique. Mieux, récemment, des réfugiés tamouls ont été bloqués à l'aéroport de Roissy. C'est, en effet, plus simple : ils n'auront pas ainsi la possibilité de déposer une demande de statut.

Le droit d'asile est-il maintenant réservé à quelques privilégiés, voire à des dictateurs comme Bébé Doc ?

A l'heure où le gouvernement dénonce, un peu tardivement, la répression irakienne contre les populations kurdes, il s'apprête à expulser des Turcs et des Kurdes en direction de la Turquie, dont on sait qu'elle n'est pas plus démocratique que l'Irak.

Les anarchistes ne peuvent que soutenir les luttes pour le respect du droit d'asile. De même, il s'agit de dénoncer la politique menée par le PS, qui sous couvert de beaux discours sur les droits de l'homme expulse et conduit une politique anti-immigrés que le Front national ne renierait sûrement pas.

Gr Emma-Goldman de Bordeaux et individuels

FERMETURE EXCEPTIONNELLE

A l'occasion du congrès de la Fédération anarchiste, qui se déroulera à Angoulême lors du week-end de la Pentecôte (18, 19 et 20 mai), la librairie du Monde Libertaire sera fermée.

ESPAGNE

« Mon Nou », une œuvre à rebâtir

Désireux de faire revivre la colonie de vacances « Mon Nou », s'inscrivant naguère dans la pensée et l'action de Francisco Ferrer, père de la *Escuela moderna*, des anciens de « Mon Nou » lancent un appel aux bonnes volontés pour les aider à se réapproprier les lieux tombés en désuétude.

Le monde nouveau est celui des enfants, les femmes et les hommes de demain. « Mon Nou » était la colonie de vacances d'une école de Barcelone, fondée par le syndicat du textile de la CNT, la *Escuela Natura*, une des réalisations les plus réputées des libertaires espagnols dans le domaine de l'éducation.

Décidés à poursuivre l'œuvre de Francisco Ferrer interrompue par l'exécution de celui-ci en 1909 après une parodie de procès, ce syndicat chargea une commission de monter une école à l'image de celle qu'avaient voulu ruiner les obscurantistes en tuant son fondateur : nouvelle, humaine, rationnelle et scientifique, assurant par ses pratiques l'épanouissement des élèves afin qu'ils devinssent, avant tout, des êtres conscients et libres.

Malgré une répression acharnée allant jusqu'à l'élimination physique de deux membres de la commission par ordre des mêmes inquisiteurs, il ne s'écoula pas une décennie avant que le dernier mot de Ferrer : « Vive l'École moderne ! » ne fleurisse avec éclat. Dès son ouverture, l'école Natura fut populaire et se fit exemplaire, tant le soin appliqué à l'éducation des porteurs d'avenir traduisait l'amour de la patrie Humanité et l'ardent désir d'aider à la naissance du monde égalitaire et libre que nous portons dans nos cœurs.

Après un début modeste avec quelques garçons et filles, à l'image de celle de Ferrer, l'école du syndicat confédéral connut un succès très encourageant et ne tarda pas à assurer aussi des cours du soir. Ainsi de jeunes ouvriers purent bénéficier d'une instruction dont la nécessité de gagner leur pain les avait privés, en tout ou partie, dans leur enfance.

Bientôt, avec le concours des uns et des autres, l'école fut agrandie et dotée d'un équipement des mieux conçus, de la table individuelle au matériel d'expérimentation pour l'enseignement, par exemple, des

sciences physiques et naturelles. Petit à petit, sa valeur pédagogique pleinement reconnue, recueillit les suffrages de maintes personnalités des sciences et des arts dont la caution contribua, sans aucun doute, à son remarquable essor.

L'acquisition d'une propriété rurale de 30 hectares sur le versant catalan des Pyrénées à la fin des années vingt prolongea l'action éducative au-delà des périodes scolaires. Ce fut « Mon Nou »... Les enfants qui y séjournèrent en ont gardé leur vie durant l'ineffable souvenir d'un paradis sur terre, bien réel, dont l'évocation leur insuffla souvent force dans le malheur.

Le devenir ascensionnel de l'entreprise était une certitude ainsi qu'en témoignent les heureux résultats qu'elle ne cessa de donner - parmi lesquels on ne saurait omettre les promotions de maîtres qui en sortirent formés. Seule la brutalité franquiste, victorieuse grâce aux complicités des puissances démocratiques, put détruire cette œuvre admirable.

Aujourd'hui, la bastide en ruines sur le terrain à l'abandon constitue pour nous le symbole de la déchéance actuelle en même temps que le défi du futur, comme le furent pour Ferrer les fusils pointés sur lui.

En vue d'une renaissance de la colonie « Mon Nou »

Avec la hardiesse de nos prédécesseurs nous nous sommes proposés de continuer leur tâche. Nous projetons de racheter le terrain et de rebâtir les ruines pour faire de la récupération de « Mon Nou » le point d'un nouveau départ vers les objectifs que nos aînés auraient atteints si une plus impétueuse solidarité internationale des partisans de la liberté les avait aidés à mettre en échec la traîtresse coalition de ses ennemis.

L'immobilisme et la décadence sont à présent les pires adversaires de notre avenir. Coopérer à la renaissance et au développement de réalisations culturelles libertaires d'envergure, à des efforts inspirés par notre histoire et projetés haut et loin, demande générosité et résolution. Cela est si vrai, que certains, pour se récuser, nous disent les difficultés ; mais pas plus qu'ils ne nous découragent, ils ne nous apprennent rien. En dépit des obstacles, nous voulons que « Mon Nou » rayonne de sa vocation universelle.

Que ceux qui se sentent concernés et partagent avec nous un certain sens de la dignité et de la responsabilité humaines nous signifient leur approbation ou leur sympathie en contribuant, par des dons ou prêts, à frayer la voie à la volonté d'être, à la fraternité, à l'espoir (1).

Association culturelle et écologiste « Nature » (ACEN)

(1) ACEN, c/ Tallers, 73 - Pral. 1, 08001 Barcelona (Espagne).

Chèques, virements et mandats à l'ordre de Mlle Monique Bouges, CCP n° 10 085 86 V Paris.

« Le Monde libertaire » a besoin de votre soutien. L'abonnement en est un...
Merci !

SUISSE

L'avortement dans les cantons

L'avortement et la contraception ont été traités dans nos colonnes lors d'une campagne fédérale qui s'est déroulée à l'automne 1990 et s'est achevée durant l'hiver, depuis, cela a donné l'idée à certaines de nos correspondantes de développer ces sujets à partir de l'étude de la situation en d'autres pays : Grande-Bretagne et Irlande.

A son tour, notre correspondante helvétique apporte sa pierre à la campagne, en nous indiquant quels sont les problèmes que rencontrent les femmes au sein de la Confédération, où chaque canton prend les mesures à sa guise, d'où les disparités qui s'ensuivent.

Avec les tendances rétrogrades dans le domaine de l'IVG qui resurgissent un peu partout dans le monde, l'étude récemment publiée par l'Association suisse pour le droit à l'avortement et à la contraception (ASDAC) à l'issue d'une enquête de plus de deux ans vient à point nommé. Disons-le d'emblée : contrairement à une opinion répandue à l'étranger, résultat, semble-t-il, d'un « tourisme gynécologique » beaucoup pratiqué par des Européennes aisées du temps où seul l'avortement clandestin était possible dans leur propre pays, l'IVG en Suisse reste régi par les articles 118 et 121 du Code pénal qui punissent de l'emprisonnement « la personne enceinte qui, par son propre fait ou par celui d'un tiers, se sera fait avorter. » La peine prévue pour celui qui l'aura fait avorter ou lui aura prêté assistance en vue de l'avortement est la réclusion pour cinq ans au plus.

« Au tournant du siècle, les lois étaient cantonales et des cantons tels que Genève, Bâle ou Zurich avaient déjà une pratique très libérale. Assez curieusement, l'avortement commence à être réprimé après 1918. »

Cependant, l'article 120 stipule « Il n'y a pas d'avortement au sens du présent code lorsque la grossesse aura été interrompue par un médecin diplômé, avec le consentement écrit de la personne enceinte et sur avis conforme d'un second médecin diplômé, en vue d'écarter un danger impossible à détourner autrement et menaçant la vie de la mère ou menaçant sérieusement sa santé d'une atteinte grave et permanente. »

C'est la teneur de ce dernier article qui permet à certains cantons d'avoir une pratique libérale en la matière. Ils estiment, en effet, que le terme « santé » doit être compris dans la définition qu'en donne l'Organisation mondiale de la santé, à savoir : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

Mais sur le fond, la situation juridique reste scandaleuse. Elle dénie à la femme le libre choix et est par ailleurs l'expression parfaite du règne de l'hypocrisie et de l'arbitraire.

Pour savoir comment on en est arrivé là, il faut faire un brin d'histoire. Au tournant du siècle, les lois étaient cantonales et des cantons tels que Genève,

Bâle ou Zurich avaient déjà une pratique très libérale. Assez curieusement, l'avortement commence à être réprimé après 1918, sans doute sous l'influence des voisins de la Suisse qui avaient grand besoin de repeupler leurs campagnes après la grande boucherie. Les progressistes ne désarmaient cependant pas et un député au Grand Conseil bâlois, canton libéral depuis toujours, proposa en 1919 la solution des délais. Les milieux cléricaux réussirent à empêcher le passage de la loi. La prochaine étape n'interviendra qu'en 1942 avec le vote de la loi nationale précitée, toujours en vigueur.

Bien sûr, il y eut d'autres péripéties : en 1971, la désignation par le Conseil fédéral d'une commission d'experts chargée de réviser le code pénal et, au premier chef, les articles contestés sur l'avortement ; le dépôt d'une initiative du gouvernement neuchâtelois visant l'abrogation pure et simple de ces mêmes articles ; puis le lancement d'une initiative populaire « pour décriminaliser l'avortement ».

Totalement à contre-courant de l'évolution des mœurs, le Conseil fédéral publia enfin en 1974 son projet de « loi fédérale sur la protection de la grossesse et le caractère non punissable de son interruption ». Qu'on ne s'y trompe pas : cet intitulé d'apparence convenable cachait en réalité des dispositions des plus rétrogrades : déterminantes pour le droit d'avorter auraient été des « indications médico-sociales », l'emprise des experts s'en serait trouvée renforcée en même temps que la mise sous tutelle de la femme. Fort heureusement, lors du référendum sur ce texte, il a été jeté aux oubliettes par 69% des votants.

La balle se trouvait de nouveau dans le camp progressiste lequel, après avoir retiré son initiative pour « décriminaliser l'avortement », en lança une nouvelle en faveur de « la solution des délais ». Celle-ci échoua devant le peuple et les cantons, quoique de justesse, en obtenant 49,3% des voix. D'où nouvelle attaque du bloc réactionnaire : leur initiative « pour le droit à la vie » a été rejetée en 1985 par 69% des voix.

Enfin, le tout dernier épisode intervient en 1987 lorsque le Parlement refuse la solution fédéraliste qui aurait permis à chaque canton d'appliquer la loi de son choix.

C'est ainsi que la même situation juridique à la fois aberrante et inacceptable prévaut depuis 1942. Mais comme toute loi fédérale a besoin d'une loi d'application dans chaque canton, la Suisse est, comme le dit l'ASDAC dans une étude, une véritable image du monde en réduc-

tion. On y retrouve des attitudes et des législations aussi diverses que celles qu'on peut trouver dans l'ensemble de l'Europe et une bonne partie des autres continents. Au fond, c'est grâce au fait qu'une femme habitant un canton restrictif n'est jamais éloignée de plus de quelques dizaines de kilomètres d'un Etat confédéral plus ouvert que les conséquences tragiques que l'on connaît ailleurs sont épargnées aux femmes de ce pays.

L'ASDAC a effectué un véritable travail de fourmi en établissant une fiche signalétique pour chacun des 26 cantons et demi-cantons, précisant la situation législative, la procédure à suivre en matière d'IVG, les adresses des centres de planning familial et même les endroits où l'on peut obtenir la pilule dite du lendemain.

« Il se trouve trois cantons qui sont tout simplement hors-la-loi - il n'étonnera personne de savoir qu'il s'agit de cantons à forte majorité catholique - en ce sens qu'ils n'ont pas, à ce jour, voté la loi d'application (en faveur de l'avortement). »

Selon l'association, issue des mouvements féministes autonomes des années 68/70, la tendance à l'ouverture est indéniable et les premiers six cantons dits libéraux ont été rejoints par trois autres. En d'autres termes, il existe actuellement au moins neuf cantons sur vingt-six qui pratiquent en fait la solution des délais, c'est-à-dire qu'ils accèdent à toutes les demandes d'IVG pendant les douze premières semaines de la grossesse. Au-delà de ce délai, seules des indications médicales sérieuses permettent d'obtenir l'autorisation.

L'intervention a lieu dans les hôpitaux publics ou en clinique privée et les frais sont pris en charge par les assurances-maladie.

Il se trouve trois cantons qui sont simplement hors-la-loi - il n'étonnera personne de savoir qu'il s'agit de cantons à forte majorité catholique - en ce sens qu'ils n'ont pas, à ce jour, voté la loi d'application. Ceux qui restent, enfin, se montrent plus ou moins restrictifs : certains font encore de la procédure une véritable course d'obstacles « dans un but pédagogique dissuasif ». Peine perdue, puisque, comme déjà dit, Zurich, Genève ou Bâle ne sont jamais très loin.

Faut-il dès lors se résigner à laisser les choses en l'état, puisque tout le monde semble y trouver son compte et que toute relance de la bataille législative peut paraître hasardeuse à un moment où, précisément, la réaction dans un grand nombre de pays se mobilise contre les acquis de la liberté, dont évidemment l'IVG ? La question peut se poser. Seulement, si jamais les tendances réactionnaires qui refont surface aux Etats-Unis, en Allemagne, dans les pays de l'Est et ailleurs trouvaient un écho politique en Suisse, le retour en arrière pourrait être rapide et violent, puisque la loi qui qualifie l'avortement de délit et la femme qui avorte de délinquante existe bel et bien ; il n'y aurait même pas besoin de légiférer.

De notre correspondante helvétique

Dictature et pauvreté

Depuis quelques jours les feux de l'actualité se sont tournés en direction du Bangladesh, où un cyclone vient en une journée d'ôter la vie à près de 200 000 personnes. Après la guerre du Golfe, voilà le temps des catastrophes naturelles...

Le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il a accédé à l'indépendance en 1971. Il constituait auparavant l'ancienne partie orientale du Pakistan.

Depuis, ce pays vit au rythme des coups d'Etat. Les assassinats étant « une forme quasi généralisée de succession depuis l'indépendance » (1).

L'Islam est religion d'Etat. Le 19 mars dernier, Khaleda Zia, la veuve de l'ex-président Zia dirige le gouvernement. Mais cela n'a pas changé grand-chose. Le régime reste le même avec des « présidences de type autoritaire ». En d'autres termes, c'est la dictature.

Une grande majorité des Bangladeshis vivent dans une misère totale. La mortalité infantile atteint des records : 119 pour 1 000 (en France : 8 pour 1 000). L'espérance de vie est en moyenne est de 50 ans (contre plus de 75 ans en France). La densité du nombre d'habitants au kilomètre carré atteint là aussi un record mondial : 739,7 habitants au kilomètre carré (contre 102,7 dans l'Hexagone). On pourrait allonger ainsi la liste tant la situation du pays est désastreuse.

Et les pouvoirs successifs n'ont fait qu'aggraver les choses. Les aides internationales, souvent limitées, ont à chaque fois été détournées par quelques spéculateurs ou privilégiés. Malgré la pression extérieure, plus forte depuis les dernières inondations catastrophiques de 1988, les efforts restent vains. Les Bangladeshis s'enfoncent dans une pauvreté sans fond.

Aujourd'hui, quelques jours après le passage du cyclone, l'horreur est à son comble. Des milliers de sans-abri parcourent le pays à la recherche de quelque nourriture. Les morts s'en-

« Ce pays vit au rythme des coups d'Etat. Les assassinats étant "une forme quasi généralisée de succession depuis l'indépendance". »

tassent et « il est difficile de l'enterrer dans ces terres gorgées d'eau et rares sont les survivants en état de le faire » (2). Les épidémies guettent. Les experts sont pessimistes, ils prédisent « une des plus graves épidémies de choléra du siècle » (3).

Cela est devenu maintenant une habitude, le monde occidental se mobilise. Comme après chaque catastrophe (qui aurait pu être limitée). Le Nord, culpabilisé, déploie son armada humanitaire avec plus ou moins de bonheur. Le Japon propose une aide de 200 millions de dollars. Les Etats-Unis, moins riches, offrent 7,2 millions de dollars.

L'Italie, la Chine, la Grande-Bretagne ont dégagé des fonds. La France a envoyé son fidèle Kouchner avec également quelques dollars en poche.

On promet de faire au mieux. On bricole quelques déclarations et on envisage quelques projets, celui, par exemple, d'endiguer les trois fleuves, le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna, qui trop souvent transforment le pays en véritable éponge !

Mais à la population, cela fait des années qu'on lui en parle. Alors, certes, mieux vaut tard que jamais ! Mais combien de morts faudra-t-il encore pour que cette promesse se réalise ? Combien de temps devra attendre le Sud pour que la Banque mondiale, le FMI, les Occidentaux consentent à intervenir vigoureusement ?

C'est vrai, un malheur chasse l'autre. Avant-hier, la famine au

Soudan ; hier, les Palestiniens, les Kurdes ; aujourd'hui, les Bangladeshis... Demain, à qui le tour ?... On dépêchera, à nouveau, l'arsenal humanitaire. Les gouvernements, les spécialistes de la charité lanceront des appels à la solidarité. Pendant ce temps, les marchands de canons et les dictateurs continueront leur commerce. Pour eux, c'est bien connu : la pauvreté est une fatalité !

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard)

(1) Monique Selim in *L'Etat du Monde*, 1991. Auteur, par ailleurs, de l'ouvrage suivant : *Aventure d'une multinationale au Bangladesh*, éd. L'Harmattan.

(2) et (3) In *Libération*, du 9 mai 1991. N.B. : chiffres empruntés également à *L'Etat du Monde*, 1991, éd. La Découverte.

RENCONTRE LIBERTAIRE AUX PAYS-BAS

Rendez-vous international à propos des « stratégies pour le changement », à Appelscha (Pays-Bas), les 17, 18 et 19 mai, au Terein ter Vryheidshezinning, Aekingaweg Appelscha, Hollande.

BANGLADESH

Une catastrophe prévisible

En 20 ans, le Bangladesh a subi vingt cyclones, dix inondations et raz-de-marée. Cent-soixante millions d'habitants vivent dans la pauvreté et la misère la plus grande. Seuls quelques profiteurs, les « hobereaux », ont fait fortune en accaparant depuis des années les maigres soutiens internationaux. Jusqu'à ces derniers jours, personne n'avait réellement bougé. Il aura fallu attendre cette catastrophe où déjà près de 200 000 personnes ont péri (et ce n'est qu'un chiffre très provisoire), pour lire ou voir quelques réactions de la communauté dite internationale. Une honte ! Une honte encore plus inacceptable lorsque l'on sait les moyens dont disposent les pays riches pour prévenir de telles situations. Avant même cette tragédie, Ignacio Ramonet, dans *le Monde diplomatique* d'avril rappelait cette horrible injustice. « L'an dernier, écrit-il, deux tremblements de terre, d'intensité égale (7,2 dans l'échelle de Richter) et d'identique durée eurent lieu à San Francisco et en Iran. Le premier fit 74 morts, le second 90 000... ».

Il y a quelque temps d'autres cyclones ont frappé les Antilles et quelques Etats américains. Là encore, on a su avertir, informer et au-delà préparer les populations. Le nombre des victimes est loin d'avoir atteint celui du Bangladesh... On a su également construire, protéger, renforcer habitations, digues, moyens de communications pour limiter les dégâts causés par le temps !

Comment donc ne pas être choqué, une fois encore par l'attitude des Etats, de ceux qui ont laissé faire !

Non, la pauvreté n'est pas une fatalité. Cette catastrophe aurait pu être évitée. Mais bien sûr, comme le rappelait René Dumont, ce serait remettre en cause : « le système d'exploitation des pays sous-développés par les pays riches ».

Jusqu'à maintenant, il mourraient de faim, ou sous les balles des dictateurs, les pauvres peuvent encore mourir à cause d'un mauvais coup de vent. Dans l'œil du cyclone, le capitalisme est roi... à vomir !

A.D.

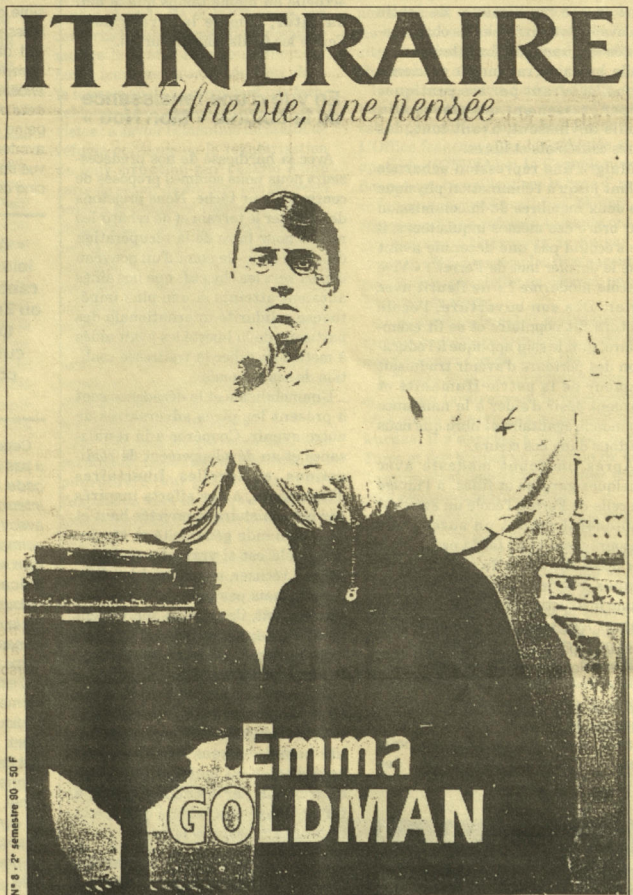
Parution du nouvel « Itinéraire »

La revue « Itinéraire », n° 8 (2^e semestre 1990), consacrée à la vie et l'œuvre d'Emma Goldman, vient de paraître.

On peut se la procurer à la librairie du Monde Libéraire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Prix : 50 F (+ 5,70 F de frais de ports).

Une solution pratique... l'abonnement : - 2 n° : 70 F ; - 4 n° : 130 F ; - soutien... à votre bon cœur.

« Itinéraire », 1, bis rue Emilie, 77500 Chelles.



« Pour moi l'anarchisme n'était pas une théorie applicable dans un lointain futur, mais un travail quotidien pour se libérer de ses inhibitions, les nôtres et celles d'autrui, et abolir les barrières qui séparaient artificiellement les gens. »

Emma Goldman

NOTES DE LECTURE

« Itinéraire » : Emma Goldman

APRES Durruti, Sacco et Vanzetti, Kropotkine, Malatesta et Proudhon (1), la revue *Itinéraire* consacre son dernier numéro à Emma Goldman (2). Née en 1867 en Lituanie, elle quitte l'Europe pour les Etats-Unis ou elle rejoint le mouvement anarchiste. La prison, les meetings, les expulsions, la participation aux révolutions russe et espagnole, la lutte pour l'égalité entre les sexes composeront sa vie, qui reste un des symboles de cette génération de militants.

A la fin du XIX^e siècle, le mouvement anarchiste américain, issu principalement de l'immigration venue d'Allemagne, de Russie et du Yiddishland est éclaté et divisé tant par des querelles de personnes et de stratégies que par les difficultés de communication entre les groupes linguistiques. Ceci malgré quelques tentatives d'unification impulsées par Johan Most (3). Les événements de Haymarket, lors de la lutte en mai 1886 pour la journée des huit heures, poussent Emma vers l'anarchisme. Elle découvre les cercles juifs et allemands, y rencontre Alexandre Berkman et Johan Most. Après deux ans de formation avec ce dernier, elle s'en éloigne, refusant sa condamnation - comme il l'a toujours fait - de la violence individuelle et de l'attentat commis par son ami Berkman.

Durant les années suivantes, elle parcourt l'Amérique de conférences en meetings, soutenant ses compagnons emprisonnés, la révolution mexicaine et l'école Ferrer de New York. Sa campagne contre l'entrée en guerre des Etats-Unis, lors de la Première Guerre mondiale, et son enthousiasme pour la

révolution russe permirent au gouvernement américain de trouver un prétexte pour l'extrader en direction de la Russie.

De la Russie de 1917 à l'Espagne libertaire

Lorsqu'elle arrive là-bas en compagnie de Berkman, tous deux pensent encore que le bolchevisme permettra l'avènement d'un « ordre social nouveau ». Mais ils vont rapidement se rendre compte que les marxistes avaient créé là un nouveau type de dictature. A partir de cet instant, ils firent tout ce qui était possible pour démontrer que le socialisme n'existait pas en URSS, et soutenir les militants anarchistes emprisonnés dans les geôles marxistes.

Lorsque Alexandre Berkman, son ami de toujours, disparaît en 1936, Emma Goldman ne peut se lamenter : la révolution espagnole vient d'éclater. Emma se rend rapidement à Barcelone ou elle est séduite par le peuple libéré du joug étatique. Mais la participation des anarchistes au gouvernement, l'attitude plus que conciliante de la CNT envers les stalinien, même après les « journées de Barcelone » en 1937, la plonge dans des sentiments des plus déchirants. En tant qu'anarchiste, elle

ne peut accepter la collaboration de la CNT, bien qu'elle en comprenne les motivations. Son attitude illustre toujours aujourd'hui un débat loin d'être clos.

Itinéraire, nous présente également un entretien avec Fermin Rocker, le fils de Rudolf Rocker et de Millie Witkop. Ce témoignage permet de mieux distinguer la militante de l'individu au quotidien. Un sujet de réflexion qui reste à approfondir.

En une dizaine d'articles, la revue donne comme à son habitude un aperçu complet d'une vie bien remplie. A lire absolument pour mieux connaître cette militante du mouvement anarchiste, trop peu connue encore en France !

Sylvain Eischenfeld
(gr. Florès-Magon)

(1) Vous pouvez vous procurer les anciens numéros d'*Itinéraire* à l'exception de Durruti et de Sacco et Vanzetti à la librairie du Monde Libertaire ou en écrivant à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

(2) *Itinéraire, une vie, une pensée*, « Emma Goldman », 80 pages, 50 francs.

(3) Il n'existe malheureusement qu'un seul texte de Johan Most en français, *La Peste religieuse*, éditions Partage Noir. Prix : 10 F. Librairie du Monde Libertaire.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeu. 16 mai
- « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : émission pacifiste.

Samedi 18 mai
- « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : rediffusion de l'interview d'Alain Bihl, auteur de Du grand soir à l'alternative ; plus dossier « Femmes » en Allemagne et aux USA.
- « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.
- « Onde de nuit » (24 h à l'aube) : la fièvre du samedi soir.

Dimanche 19 mai
- « Matinée anticléricale » (10 h - 12 h) : émission de la Libre Pensée.
- « Folk à l'air » (12 h - 14 h 30) : musiques traditionnelles de France et du monde.
- « L'imaginaire » (22 h - 23 h) : des mathématiques et de la poésie.

Mardi 21 mai
- « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : festivals et clubs.
- « Radio-Libertaria » (20 h 30 - 22 h 30) : émission anarcho-syndicaliste animée par des militants de la CNT-AIT.

Parution prochaine

« Il y a 120 ans le peuple de Paris proclamait le 28 mars 1871 la Commune de Paris. Elle dura 73 jours et fut noyée dans le sang. Pendant la Semaine sanglante du dimanche 21 mai au samedi 27 mai 1871 ; 35 000 exécutions. Pendant ce temps que se passait-il à Nantes ? En réponse à cette question, les éditions La Digitale publient : 1870-1871 — Alchimie d'une paix nantaise, de Combord (192 pages, format 220X145). »

Pour être renseigné sur la parution de cet ouvrage, retournez ce bulletin dûment rempli :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
aux éditions La Digitale, Baye, 29130 Guimperlé.
Tél. : (16) 98.96.81.87.

SOUSCRITION

« Diffusion de la création contemporaine » lance une souscription pour faire paraître les actes du colloque « Art et anarchie » (ouvrage de 320 pages, format 14X20, avec 30 illustrations noir et blanc, éditions du Monde Libertaire), qui est organisé à l'occasion des 10 ans de Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de vente public : 130 F). Parution en novembre 1991. Les chèques sont à libeller à l'ordre de « Diffusion de la création contemporaine » et à adresser à DCC, BP 12, 13671 Aubagne cedex.

CINEMA

« Le Silence des agneaux »

CLARICE Starling (Jodie Foster), brillante élève de l'école de police du FBI, part à la recherche de Buffalo Bill (homonyme plein d'humour), écorcheur récidiviste, grand couturier à la recherche d'un changement de peau, au sens propre, puisqu'il essaie de se travestir avec des vêtements taillés dans la peau de ses victimes - féminines - bien entendu.

Son enquête l'em mènera à la rencontre du docteur Hannibal Lecter (Anthony Hopkins, génial) surnommé Hannibal-le-cannibal, incarcéré depuis de nombreuses années dans une prison psychiatrique à cause du goût démesuré qu'il a manifesté à plusieurs reprises pour ses patients dont il dévore la langue ou le foie, selon ses envies.

On pourrait dire que ce film est l'antithèse de *Rain Man*, dans la mesure où il montre une folle dangereuse, cannibale, meurtrière, monstrueuse et fascinante. C'est aussi une folie qui ne se soigne pas - des médecins sont des gardiens suprêmes qui n'écourent leurs patients que pour mieux les enfermer, les réprimer. Les fous sont, tout au plus, considérés comme des objets d'études... Des cas de criminologie.

Face à eux, il ne semble y avoir que deux solutions : enfermer ou tuer. Il y a dès le début du film une analogie certaine qui est montrée entre le milieu carcéral psychiatrique et le milieu carcéral de l'école du FBI, cette dernière étant présentée comme un lieu où la souffrance et la peur

s'approprient : parcours du combattant, mises en scènes d'arrestations, entraînement militaire avec une discipline de fer. Cette école n'est d'ailleurs identifiable pour le spectateur qu'au bout des quelques minutes de la première séquence du film, ce qui lui laisse un moment croire que le film se passe dans un Etat complètement militarisé.

Il y aura ainsi un jeu assez adroit, de la part du réalisateur, pour brouiller les repères auxquels essaie de s'accrocher le spectateur aussi bien dans le déroulement de l'enquête que dans les relations entre les personnages.

Une relation authentique

Ainsi, dans un contexte où tout devient dangereux, la relation qui s'instaure entre Hannibal Lecter et Clarice Starling est complètement authentique, Clarice y découvre, comme dans une analyse, les motivations profondes de son acharnement à traquer la mort. L'enquête prend alors la dimension d'un parcours initiatique.

L'un des mérites du film consiste précisément à montrer cela : cette exigence de sincérité que suppose toute entrée en communication réelle avec un psychotique, fut-il meurtrier. C'est parce qu'elle ne « triche » pas que Lecter confiera à Clarice les indices qui lui permettront de retrouver la trace de l'écorcheur. Cette relation, davantage que l'appareil répressif

gigantesque de la société américaine, conduira Clarice vers le succès, la reconnaissance sociale qu'elle recherche.

De même, on prend conscience, tout au long du film de cette évidence : plus on renferme l'autre, plus on l'isole, plus on le camoufle, plus on le met en cage, plus il apparaît dangereux.

Mais s'il montre les choses, *Le Silence des agneaux* n'est pas un film à message... La société américaine et ses flics y sont davantage montrés comme impuissants à affronter la déviance, que dénoncés...

Somme toute, il reprend le mythe du *self made man* dans sa version féminine. On frémit à l'idée que suggère le succès final du personnage de Clarice Starling : des femmes flics bien entraînées physiquement et psychologiquement, plus fines et plus efficaces que leurs grossiers homologues masculins...

Sans doute les interventions du réalisateur ne sont-elles pas politiques au premier degré. Le film se veut d'abord un bon thriller dont le suspens est ménagé jusqu'à la fin. Les rapports avec la société réelle n'y sont présents que pour mieux suggérer la peur, le rêve version cauchemar.

Il n'en reste pas moins qu'il pose, plus ou moins volontairement, la question intéressante du rapport entre une société donnée et les comportements criminels qu'elle engendre.

Yolaine Guignat
(gr. Pierre-Besnard)

LEO FERRE



SAMEDI 1^{er} JUIN

20H PALAIS DES SPORTS

RADIO LIBERTAIRE

1, place Porte de Versailles - 75015 Paris

GALA EXCEPTIONNEL

BILLETS :
130 F sur réservation
au 145, rue Amelot
75011 PARIS - 48.05.34.08
100 F au porteur de
la carte d'auditeur
de Radio Libertaire.
150 F sur place.
Il est prudent de réserver
ses places rapidement.

F. A.
145, rue Amelot
75011 PARIS
Tél. 48.05.34.08



CONCEPTION: A.C. DARY
REALISATION: SIGNAL
TEL. ARCHIVES
PHOTO: J. VERNET

Café de la Gare, 41, rue du Temple 75004 Paris
FRANCE LEA
du 14 au 25 mai, à 22 h.
Prix : 50 F (tarif unique).
Réservations au Café de la Gare, tél. : 42.82.99.12

RENDEZ-VOUS

LE MANS

Fête de soutien au Monde libertaire, organisée par le groupe FA du Mans, le samedi 25 mai, en soirée, avec le groupe Duffy Duck au Lokal, route de Gonnetable (direction Serget-Le Mans). Entrée gratuite. Dimanche 26 mai, à partir de 14 h, réunion-débat sur le thème de l'anarchisme, au Lokal, route de Gonnetable (direction Serget-Le Mans).
Le groupe FA du Mans tient une permanence chaque samedi entre 14 h et 17 h, à la Maison des Associations (3^e étage - porte gauche), 4, rue d'Arcole, Le Mans.

PARIS

Le groupe Louise-Michel participe à des ventes du Monde libertaire aux endroits suivants :
- marché de la rue Lepic (18^e), le dimanche, de 10 h 30 à 12 h ;
- marché de la rue du Poteau (18^e), le dimanche, de 10 h 30 à 12 h ;
Aux Halles, côté porte Lescoq, le samedi, à partir de 16 h.
Il est possible de rencontrer ses militants à cette occasion.

PARIS

Des groupes de la région parisienne, organisés en Union régionale, mettent à la disposition des sympathisants une bibliothèque, qui propose des ouvrages sur l'anarchisme. Ces ouvrages peuvent être empruntés. C'est une occasion de rencontrer des militants et de discuter avec eux de nos projets et de nos idées.
La bibliothèque est ouverte tous les samedis de 15 h à 18 h, dans le local du groupe Louise-Michel, au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris.

SIGNES (Var)

Le groupe Région-toulonnaise de la FA tiendra un stand de presse le dimanche 19 mai, à partir de 9 h, à la fête de « Nature et Progrès », qui se déroule à Signes (commune située derrière le circuit du Castelet). Entrée libre !

PARUTIONS

BRIQUETS & BADGES

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : A cerclé + dessin-surprise (rouge sur fond noir) à 15 F l'unité (12 F à partir de 10 exemplaires), des badges : « Vive l'anarchie » (dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », «...Et l'anarchie ? » (+ chat noir), « A bas les chefs », tous au prix de 10 F (8 F à partir de 10 exemplaires (variés ou pas). A commander à « Contre-Courants », la Ladrrière, 38300 Saint-Alban-de-Roche (chèques à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

AFFICHE

Avec le retour des feux de l'actualité sur les problèmes des villes et de l'immigration, le groupe Caffero encourage les bonnes volontés militantes dans ce domaine. Il solde à moitié prix son affiche « Contre les ghettos et les machos, entraide contre la galère du racisme », qui est illustrée par des fillettes turques dansant dans une salle d'école française. Couleur : noir et rouge. Moyen format. Prix : 0,70 F au-dessus de 10, 1 F au-dessus de 50 et 2,50 F l'unité. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

AUTOCOLLANT

Le « A » cerclé rouge sur fond noir qu'édite le groupe Région-toulonnaise est à nouveau disponible. Prix : 2,30F l'unité (port compris), à partir de 25 exemplaires commandés. Chèques à l'ordre de Nappi. CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

PRESSE

Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vient d'éditer le n° 3 d'Encre Noire. Il est disponible auprès du groupe, chaque dimanche en fin de matinée sur le marché de Vandœuvre, ou à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 5 F.

TEMOIGNAGE

Hic Rhodus, hic salta *

NOUS allons parler d'un livre-témoignage écrit par une personne à qui, comme à mille autres, la société a volé les meilleures années de sa vie.

L'auteur a voulu lui donner un titre très expressif : *Au pied du mur* **. D'autres, comme Victor Serge, appelleraient la prison : *Le coin noir*, mais ces deux expressions se complètent suffisamment pour bien exprimer ce qu'ils veulent exprimer. L'univers du prisonnier, vu de n'importe quel angle, est toujours le même : mur, recoin, obscurité, verrou. Rien de plus.

L'auteur d'*Au pied du mur* sortit de prison pour s'exiler en France en 1953. Il dénonça, à travers de nombreux articles publiés dans la presse exilée, ses expériences carcérales et le régime concentrationnaire qui régnait en Espagne sous la dictature du national-catholicisme. Jamais, à cette époque, il ne lui vint à l'esprit de reprendre son témoignage pour en faire un livre. Peut-être ne l'aurait-il jamais fait si ne s'étaient interposés, à partir de 1975, les événements qui configurèrent la transition politique espagnole, modèle d'escamotage de responsabilités politiques, économiques et criminelles, c'est-à-dire un « passons l'éponge » à l'insu du peuple et un concubinage effronté entre la dénommée « droite civilisée » et la supposée gauche de l'opposition (Parti socialiste ouvrier espagnol et Parti communiste espagnol).

L'oasis de vérité

Seulement, devant l'avalanche de manipulations sur l'histoire de l'Espagne, il prit la décision d'écrire *Au pied du mur* parce que c'était un devoir de conscience de laisser un témoignage. Devoir de conscience pour lui-même ainsi que fidélité à la mémoire de ceux qui ont payé de leur vie la loyauté en leurs convictions.

Victor Serge, dans son livre *Les hommes dans la prison*, le justifie avec des mots que l'auteur d'*Au pied du mur* fait siens : « Il n'y a pas, dans ce livre, de héros de roman à moins que le véritable héros ne soit la terrible machine, la prison. Il ne s'agit pas, ici, de "moi" ni de

quelques-uns, mais des hommes, de tous les hommes réduits à néant dans ce coin noir de la société. Il me semble, en effet, qu'il serait temps qu'apparaisse une littérature qui dévoile aux masses populaires le lien existant entre l'individu et ses sensibilités, et qui ne soulève pas, non plus, les problèmes de la destinée individuelle mais ceux de la destinée de tous. » C'est cela, et pas autre chose que prétend Abel Paz, en donnant à imprimer ses *Mémoires de prison*.

Il est inutile de dire qu'un livre, comme celui auquel nous nous référons, ne pouvait pas trouver un éditeur qui le publia. Les raisons sont évidentes. On dit et répète dans les journaux, à la radio et à la télévision que les thèmes relatifs à la guerre et l'après-guerre sont aujourd'hui traités à fond et que, par conséquent, les lecteurs ne se soucient pas de les lire. Bref, les éditeurs représentent une ruine commerciale. Ceci est la politique éditoriale et comme ceux qui soutiennent cette politique sont ceux qui ont entre les mains le monopole de la liberté d'expression et l'instrument économique pour le régir, il n'y a guère de liberté que celle de l'argent. Et de la même façon que l'on gagne les guerres avec l'argent, c'est aussi avec ce vil métal que l'on peut doré les mensonges afin de les faire passer pour des vérités. La vérité que l'on cache, l'authentique vérité n'a pas de carte d'identité dans ce pays de dissimulations constantes, pays de mensonges.

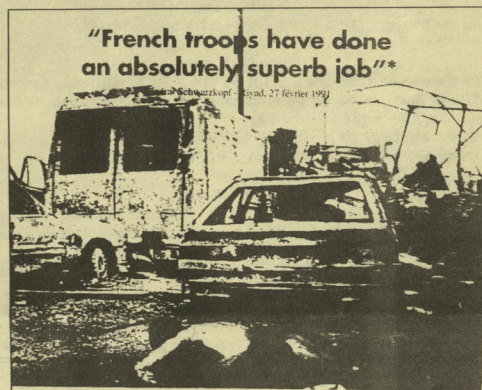
Cependant, il ne faut pas se rendre et comme il ne faut pas se rendre, il faut lutter même si c'est à contre-courant. Des temps meilleurs viendront ! Nous nous refusons donc à croire qu'il n'existe pas d'oasis isolées dans ce désert qu'est l'Espagne et c'est à ces oasis que nous faisons appel pour collaborer au financement d'*Au pied du mur*.

A.P.

* Voici Rhodes, c'est ici qu'il faut sauter.
** Al pie del muro.

(1) *Au pied du mur*, Abel Paz. Texte publié en espagnol avec photos et documents. 300 pages. On peut contacter l'auteur pour l'aider financièrement en écrivant à Diego Camacho/Abel Paz, Calle Verdi 109 (3^e-2^e), 08102 Barcelona, Espagne.

Edition d'affiche



Les industriels de l'armement sont fiers de nous préparer la prochaine guerre



145, rue Amelot - 75011 Paris.

Le groupe 19^e-Nord de Paris vient d'éditer l'affiche ci-dessus (format 60X40). Prix : 5 F l'unité en dessous de 10 exemplaires, et 1,10 F au dessus (Chèques à libeller à l'ordre de Publico).

RENDEZ-VOUS

RENNES

Le groupe FA de Rennes organise une réunion-débat sur le thème : « Contraception, avortement, les acquis menacés », le jeudi 23 mai, à 20 h 30, à la Maison du Champ-de-Mars.

CACHAN

Une liaison existe à Cachan. On peut la contacter en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

PAU

Une liaison existe sur Pau. Pour la contacter, vous pouvez écrire aux Relations extérieures, qui transmettront. Vous pouvez, par ailleurs, la joindre par le biais de l'Union régionale FA du Sud-Ouest, Cercle Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

SOMMAIRE

PAGE 1 : La plainte des délogés, Angoulême : de l'image au mirage, Editorial.
PAGE 2 : Pour un programme économique anarchiste (première partie).
PAGE 3 : La MPP, interview de Christian Leduc, Nécrologie, En bref, A propos de l'acheminement du journal.
PAGE 4 : Antifascisme radical : tous au rendez-vous !, Soutien aux demandeurs d'asile en grève de la faim, Liste de soutien contre la guerre du Golfe.
PAGE 5 : Espagne : « Mon Nou », L'avortement dans les cantons suisses.
PAGE 6 : Bangladesh : dictature et pauvreté, Bangladesh : une catastrophe prévisible.
PAGE 7 : « Itinéraire » : Emma Goldman, Cinéma : « Le Silence des agneaux », Sélection R-L.
PAGE 8 : Hic Rhodus... hic salta, Le dessin de la semaine, Infos FA.

Le dessin de la semaine

